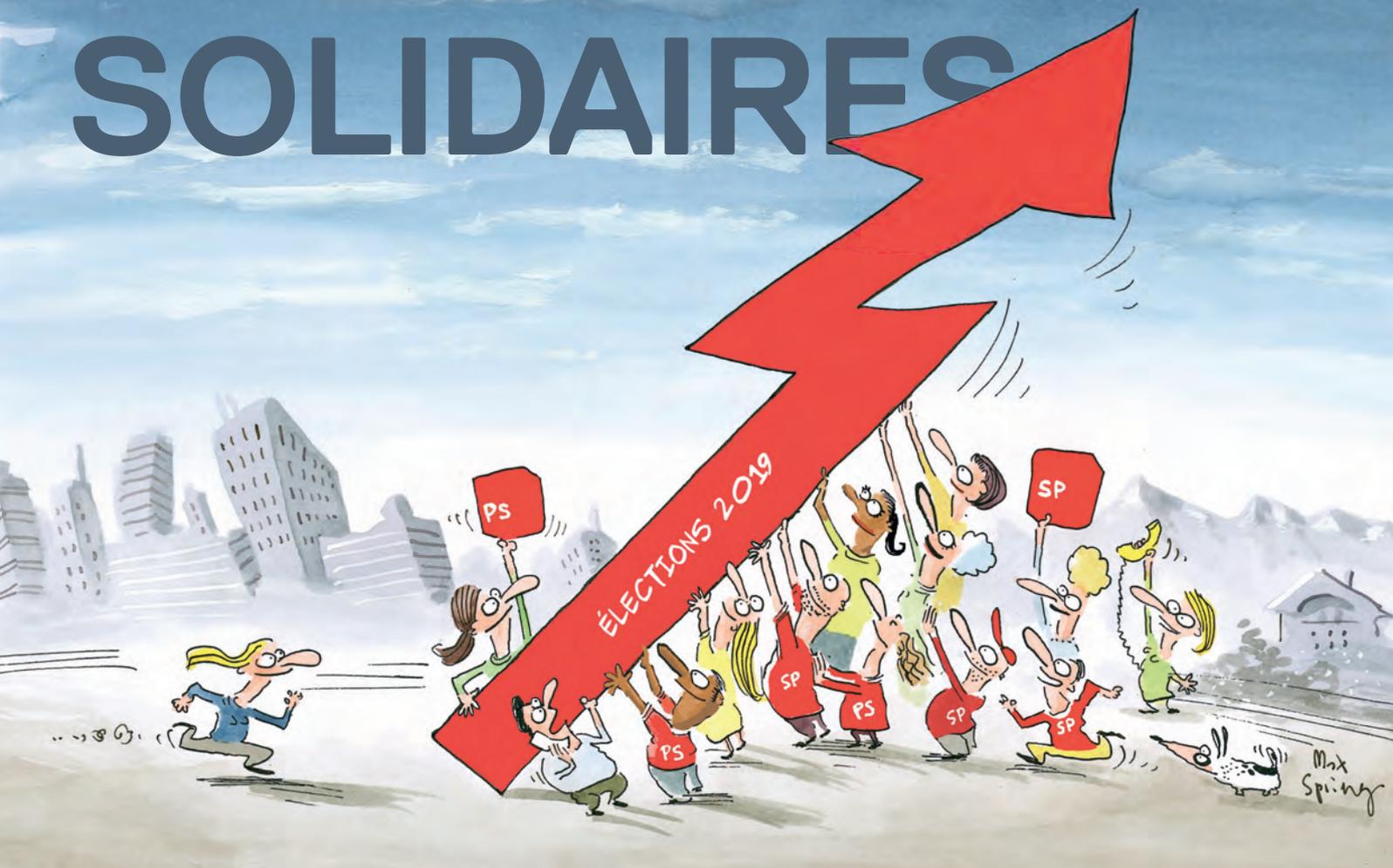


SOLIDAIRES



LA CAMPAGNE DE MOBILISATION a permis de nombreuses victoires du PS aux niveaux cantonal et communal: il s'agit du moyen le plus efficace de mobiliser les gens pour nos campagnes. Bien évidemment, notre campagne pour les élections fédérales de 2019 reposera aussi sur cet instrument: après tout, il s'agit de renverser la majorité de droite au Conseil national.

Campagne de mobilisation: l'innovation qui a fait ses preuves



Olga Baranova et Micha Küchler, direction du projet « campagne de mobilisation » du PS Suisse

Le début de tout, ce fut la frustration. La frustration de voir la droite investir des millions dans les campagnes contre tout ce qui est cher au PS, que ce soit les politiques sociales, la défense des droits des minorités, le maintien de l'État de droit ou la lutte contre les pratiques étatiques arbitraires. La frustration de voir l'UDC et le PLR réussir à gagner la majorité au Conseil national à coups de millions investis dans une propagande à l'échelle de la Suisse. Et ce n'est pas tout: ces partis peuvent même acheter des journaux, pour servir à des centaines de milliers de lectrices et lecteurs un journalisme biaisé.

De nouvelles idées pour riposter

Après la frustration, la révélation: pour faire face aux campagnes à coups de millions de la droite, le parti socialiste doit renouveler sa manière de faire campagne. La solution concrète,

c'était la campagne de mobilisation. Des milliers de militant-e-s ont œuvré à sa mise en place et son évolution au niveau du PS Suisse, des Partis cantonaux et des sections.

Notre démocratie est confrontée au défi de l'abstentionnisme, tant lors des votations que des élections. Pour cette raison, il est crucial de rappeler aux votant-e-s la nécessité de se rendre aux urnes et de leur dire ce qui est en jeu: tout cela pour remettre la politique au centre de l'attention. C'est précisément l'objectif de la campagne de mobilisation: durant les trois dernières semaines avant une élection, nous appelons les électrices et électeurs, pour les rendre attentifs au matériel de vote qui arrive chez eux. Nous rendons ainsi un service à la démocratie représentative.

Mais le véritable enjeu est bien plus large: le contact direct et personnel avec celles et ceux qui

sont directement touché-e-s par les décisions politiques. Nous ne nous contentons pas de parler de leurs préoccupations: nous les écoutons. Quelles attentes concrètes ont les habitant-e-s envers les institutions politiques? Quels sont les soucis des régions périphériques? Dans quel sens doivent évoluer nos villes?

Des gens plutôt que des millions

Les dernières valeurs empiriques montrent que la campagne de mobilisation a une grande influence sur les résultats électoraux. Depuis les élections fédérales de 2015, nous avons pu progresser de manière significative dans de nombreux cantons et communes, comme par exemple Soleure (+2,5%), Bâle-Ville (+1,8%), Argovie (+3,7%), Riehen (+1,8%), Zurich (+3,5%), Winterthour (+6,0%) et Berne (+3,1%). En plus de ces résultats spectaculaires, les sections et Partis cantonaux

ont pu accroître leur nombre de membres.

Cela nous amène à l'élément central: grâce à ce concept de campagne innovant, ce n'est pas uniquement le taux de participation qui s'améliore ou le nombre de sièges obtenus par le PS qui augmente. La campagne de mobilisation donne la possibilité à nos membres et sympathisant-e-s de s'engager de manière très concrète pour notre cause. Elle permet de réactiver les membres «dormants», de dynamiser les sections et d'impliquer de nouvelles personnes, dont de nombreux jeunes, dans la vie du parti.

Le déclin de l'engagement bénévole au sein des partis, des associations politiques et des syndicats n'est plus un phénomène récent, en Suisse comme ailleurs. Le néolibéralisme et l'individualisation des problèmes de société ont laissé des traces. Cette tendance

123RF



négative est renversé avec un certain succès par le PS Suisse: depuis 2015, le nombre de membres croît, alors qu'il avait baissé durant vingt années consécutives.

Écouter ce que les électeurs ont à nous dire

La campagne de mobilisation sera un élément central de la campagne socialiste pour les élections fédérales de 2019. Nous prévoyons de contacter encore plus de gens qu'avant et de mobiliser un maximum de militant-e-s. Afin de toucher encore plus directement les gens dans les villes et les communes, nous allons renforcer les campagnes téléphoniques par le porte-à-porte. Nous allons chercher le dialogue et écouter ce qu'ils ont à nous dire, que ce soit les idées, les souhaits ou les critiques. Nous ne voulons pas nous contenter de parler de leurs soucis. Nous voulons parler avec eux.

Défendons nos droits fondamentaux!



Silvia Schenker,
conseillère
nationale (BS)

Le PS soutient le référendum contre la loi sur la surveillance des assuré-e-s qui nous concerne toutes et tous. En plus des assurances AI et accidents et les prestations complémentaires, c'est aussi l'assurance-maladie qui sera touchée par cette loi. La Cour européenne des droits de l'Homme a réprimandé la Suisse en 2016, en indiquant qu'il n'existait pas de base légale à la surveillance dans le domaine de l'assurance-accident. En toute urgence, le Parlement a créé un article dans la partie générale du droit des assurances sociales, qui offre à l'avenir à toutes les assurances sociales des instruments de surveillance

étendus. Ainsi, et sans avoir besoin d'une autorisation judiciaire préalable, les assureurs pourront engager des détectives afin de réaliser des photos et des enregistrements vocaux. Afin de suivre l'assuré, il sera même possible d'utiliser des instruments techniques tels que le GPS ou des drones, si un juge devait l'autoriser.

Des mouchards assureurs avec plus de compétences que la police?

Il suffit du «vague sentiment» d'un collaborateur d'une assurance pour déclencher cet espionnage intrusif dans votre salon. Des détectives privés obtiendront ainsi pour espionner certains assuré-e-s bien plus de compétences que la police pour la surveillance des délinquant-e-s et des terroristes potentiels. Ce qui est également choquant, c'est que cette surveillance n'est pas uniquement possible dans des lieux accessibles de l'espace public. Les mouchards doivent pouvoir

nous espionner sur notre balcon, dans notre jardin d'hiver ou notre chambre à coucher, si cette surveillance est exercée depuis un lieu public. Celle ou celui qui vit dans une maison individuelle ou au rez-de-chaussée serait dès lors fort malchanceux.

Faire fi des droits fondamentaux pour des cas d'abus?

Le respect de la sphère privée est l'un des droits fondamentaux, garanti par notre Constitution. Mais voilà que le Parlement sacrifie sciemment notre sphère privée sur l'autel de la chasse aux abus. Nous courons le risque d'être observés par des espions des assureurs pour quelques cas d'abus qui ont, jusqu'ici, pu être décelés à l'aide d'indices. Le Parlement a ici négligé la nécessaire et impérative pesée des intérêts: la lutte contre les abus est-elle vraiment plus importante que notre droit fonda-

mental constitutionnel au respect de notre sphère privée? Que nous en soyons arrivés là est la conséquence d'une longue et perfide campagne des milieux bourgeois contre les bénéficiaires des prestations sociales. Ces personnes sont soupçonnées de paresse et d'abus. Le droit aux prestations sociales qui nous est garanti à toutes et à tous ressemble de plus en plus à de l'aumône. L'évasion fiscale, le «sport préféré» des riches, est grandement minimisé, l'abus de prestations sociales en revanche est amplifié et dramatisé.

Plus d'informations sur:
www.pssuisse.ch/referendum





Le développement des transports publics et la réduction du transport privé sont essentiels. Leur réalisation est cependant trop lente pour espérer atteindre les objectifs climatiques.

LE PS EXIGE QUE, DÈS 2030, le marché financier suisse ne réalise plus d'investissements dans l'aménagement de sources d'énergie fossile et que la mobilité routière soit au plus vite adaptée au réseau électrique. Dès 2040, aucun nouveau véhicule à moteur de combustion fossile ne doit plus être importé.

Des actes en lieu et place d'illus



Beat Jans,
conseiller
national (BS)

Lors de l'Assemblée des délégué-e-s du 23 juin, le PS se penchera sur le thème du climat. Et ceci, pour de bonnes raisons: le réchauffement climatique menace l'humanité, et donc l'économie. Si nous ne parvenons pas à limiter ce réchauffement à 1,5, voire 2 degrés, les catastrophes naturelles, les problèmes alimentaires, les flux migratoires et les conflits liés au déplacement de populations augmenteront de manière dangereuse. La compagnie de réassurance suisse mentionnait en avril 2018 que les dégâts assurés au niveau mondial avaient atteint, avec 144 milliards

de francs, une somme record jamais atteinte jusqu'ici. Il deviendra impossible d'assurer les risques liés à un réchauffement climatique encore accentué. C'est ce qu'indique le «*insurance journal*» en novembre 2017.

Les « efforts actuels » ne suffisent pas

La Suisse fait face à ce défi de manière purement formelle. Elle s'est engagée, lors de la Conférence sur le climat de Paris, aux côtés de 195 autres États, à tout mettre en œuvre pour limiter l'augmentation de la température de 1,5 à 2 degrés. Cependant, les propositions de mesures du Conseil fédéral, dans le cadre de la politique du climat 2020–2030, sont bien éloignées de cet objectif. D'une part, les instruments dans le domaine du chauffage des bâtiments et de l'industrie sont affaiblis, là

où la Suisse avait jusqu'alors une ligne acceptable. D'autre part, le Conseil fédéral ne propose aucune mesure efficace dans les deux domaines inexploités et liés à la politique du climat que sont le trafic et la place financière. Tant de pusillanimité est inacceptable!

Entre temps, le trafic est à l'origine de plus de la moitié des émissions de CO₂ en Suisse. Les propositions du Conseil fédéral n'y changeront rien. Le papier de position qui sera discuté par les délégué-e-s du PS plaide par conséquent en faveur d'une rapide adaptation du trafic routier à un réseau électrique basé sur les énergies renouvelables. Les mesures exigées depuis longtemps par le PS en faveur du développement des transports publics et de la réduction du transport privé n'en demeurent pas moins essentielles. Leur réalisation est cependant

trop lente pour espérer atteindre les objectifs climatiques. L'écologisation du trafic devient urgente!

Des investissements préjudiciables au climat

Un changement de mentalité dans nos banques et institutions financières est tout aussi urgent. Les investissements dans le pétrole, le gaz et le charbon qui sont gérés par la place financière suisse sont la cause sur le plan mondial d'au moins dix fois les émissions de gaz à effet de serre globales émanant du territoire suisse. Cela n'est pas seulement en contradiction avec le traité sur le climat, c'est aussi contraire à la raison. La Suisse nécessite urgemment une stratégie financière compatible avec le climat et tournée vers l'avenir.

Il s'agit encore de préserver notre économie financière et nos



DAVID GUBLER / WWW.BAHNBILDER.CH



Entre temps, le trafic routier est à l'origine de plus de la moitié des émissions de CO₂ en Suisse.



Les investissements dans le pétrole, le gaz et le charbon qui sont gérés par la place financière suisse sont la cause, sur le plan mondial, d'énormes émissions de gaz.

ions

caisses de pension des conséquences que l'inévitable bulle spéculative du carbone entraînera lorsqu'elle éclatera. Les investissements actuels pour l'aménagement de combustibles fossiles auront perdu toute valeur demain. Ce sont donc également les montants dévolus à nos pensions qui sont en jeu, en plus du climat. Celles-ci sont investies dans l'économie fossile à une telle ampleur qu'elles participent au réchauffement climatique de 4 à 6 degrés. Ici, l'attitude bourgeoise du «laisser-faire» menace de conduire notre pays et le climat dans le mur. Sans garde-fous de l'État, les flux d'investissements contribueront encore à réchauffer le climat et à affaiblir la stabilité financière de la Suisse. L'UBS et le Crédit Suisse ont attribué à eux seuls des crédits à hauteur de 12,3 milliards de dol-

lars pour du pétrole de sable, du pétrole arctique, du pétrole issu des gisements par grands fonds, du gaz naturel liquéfié, pour l'extraction de charbon et des équipements énergétiques au charbon, malgré les insistantes alertes scientifiques contre de nouvelles prospections d'énergies fossiles. Pour atteindre l'objectif des 2 degrés, les 4/5 des réserves connues de charbon, de pétrole ou de gaz doivent rester dans le sol.

La procrastination ne paie pas

La Suisse doit agir de manière plus progressiste en matière de climat et de place financière, contrairement à autrefois en matière d'évasion fiscale ou de secret bancaire, lorsqu'elle a opté de manière trop tardive pour la stratégie de l'argent propre. Elle se serait économisé bien des tracas en réagissant plus rapidement. La Suisse ne doit pas reproduire les erreurs du passé dans le domaine du climat.

En plus du papier de position sur la protection du climat qui sera débattu fin juin, toutes

et tous les délégué-e-s recevront deux enquêtes approfondies contenant de nombreuses informations et des arguments liés aux thèmes à traiter: d'une part concernant le climat et la mobili-

té, d'autre part concernant le climat et le marché financier. Ces enquêtes sont disponibles à l'adresse www.pssuisse.ch/lausanne ou peuvent être commandées auprès du secrétariat du PS.

Informations de première main

En leur proposant le magazine «Solidaires», le PS Suisse donne à ses donatrices et donateurs des informations de première main sur les développements politiques actuels. Les élu-e-s socialistes du PS du Conseil national et du Conseil des États rédigent des articles sur leurs domaines de spécialisation respectifs pour vous donner des informations au sujet de notre travail politique. C'est grâce à votre soutien que notre engagement pour la réalisation des valeurs socialistes peut continuer et se renforcer.

Si vous souhaitez recevoir «Solidaires» régulièrement, sans engagement, veuillez nous faire parvenir votre adresse postale à solidaires@pssuisse.ch.

Avec nos sincères remerciements, le PS Suisse

IMPRESSUM SOLIDAIRES – Le magazine des donateurs du PS Suisse paraît quatre fois par année en allemand et en français. L'abonnement annuel pour donatrices et donateurs est inclus dans le montant du don à partir de 5 francs. Dons: compte postal 30-520786-8, PS Suisse, 3011 Berne. Publication: PS Suisse, Theaterplatz 4, 3011 Berne, tél. 031 329 69 69, fax 031 329 69 70, solidaire@pssuisse.ch. Rédaction: Muriel Günther. Conception: Atelier Bläuer, Berne. Tirage: 50 000 exemplaires.



L'islam en Suisse

RIEN NE PERMET D'ÉVITER LE CONSTAT : environ 400 000 personnes se déclarent en Suisse de religion musulmane, à savoir une personne sur vingt résidant dans notre pays. Et un tiers en possède la nationalité. Il serait toutefois erroné de les considérer comme un groupe homogène. Elles se caractérisent bien plus par leur diversité : géographique, culturelle et religieuse.



Christian Levrat, conseiller aux États et Président du PS Suisse (FR)

L'intégration des minorités religieuses dans l'état fédéral a souvent été en Suisse l'objet de débats particulièrement vifs. Il suffit pour s'en convaincre de se référer à la guerre du Sonderbund, au Kulturkampf ou aux articles de notre Constitution relatifs à la religion juive. Alors qu'il semblait que les choses s'étaient apaisées et que le rapport de l'Etat aux religions avait trouvé une forme de point d'équilibre avec la sécularisation de nos sociétés, les campagnes conservatrices contre l'islam menées depuis une décennie relancent une discussion délicate.

Ne nous attardons pas sur les revendications de cette droite passéiste : interdiction des minarets, de la burka, de la viande halal et j'en passe. Ceci relève plus du symptôme que de l'origine du

malaise, et porte le plus souvent sur des points de détail. Il n'en va pas de même par contre, avec la référence permanente à une culture dominante et structurante chrétienne. En exigeant que les musulmans de Suisse de soumettent à un référentiel strictement chrétien, les conservateurs de nos campagnes raniment des tensions religieuses dangereuses. C'est d'autant plus dommageable qu'il ne s'agit au final que d'une lutte partisane, entre démocrates-chrétiens conservateurs d'un côté, et nationalistes plus ou moins islamophobes de l'autre.

Quelles réponses le PS doit-il apporter à cette campagne ?

Elle tient pour moi en deux mots : droits fondamentaux et non-discrimination. Tout d'abord, le cadre de référence de la Confédération helvétique, c'est la Constitution de 1848, la démocratie, les droits humains, la séparation des pouvoirs, l'égalité des genres. Elle garantit à chacune la liberté d'exercer sa religion, reconnaît l'existence et le rôle social

des églises, mais exige qu'elles se conforment aux règles fixées par l'Etat, dans la plupart du temps en Suisse les cantons. Ce n'est donc pas au nom de notre tradition chrétienne, que nous devons exiger le respect de nos valeurs. Mais au nom des libertés et droits fondamentaux – séculaires par définitions – qui nous sont communs depuis 1848.

Dans la plupart des cantons, les grandes religions bénéficient d'une forme ou d'une autre de reconnaissance publique, du droit de prélever des impôts, de prendre en charge l'instruction religieuse des enfants, ou l'aumônerie dans les prisons. Parce que l'Etat ne saurait discriminer l'une ou l'autre religion, la question d'une reconnaissance de l'islam se posera forcément, en tenant compte des spécificités cantonales. Ce processus de reconnaissance est une chance d'intensifier le dialogue avec les responsables religieux de l'islam. De dire plus clairement que jusqu'à ce jour quelles sont nos attentes face à leurs communautés : structures représen-

tatives, démocratiques, égalité de traitement entre les hommes et les femmes, reconnaissance de l'Etat séculaire, transparence financière, pour ne nommer que les plus importantes.

Oui aux droits humains – non à la discrimination

Permettre aux musulman-e-s installés en Suisse de vivre « normalement » leur vie religieuse, c'est assécher le terreau de l'islam politique, qui se nourrit des discriminations perçues ou réelles dont seraient victimes les croyants. Nos prédécesseurs ont eu l'intelligence d'aménager une place aux grandes religions dans notre pays. Ils ont su fixer des règles pour distinguer les questions religieuses – qui relèvent de la compétence de chaque confession – des questions politiques, dans lesquelles les églises ne sauraient interférer. Ils ont su imposer à toutes les religions les règles séculaires de l'Etat. Il n'y a pas de raison de quitter cette voie. Droits humains et non-discrimination. Y compris face à l'islam.

En deux mots : Droits fondamentaux et non-discrimination. Y compris face à l'islam.

